

## Concertation sur la réforme de l'asile

### Fiche n°3

#### **Un nouveau dispositif d'orientation des demandeurs d'asile reposant sur plus de solidarité et d'efficacité**

##### **1. Le principe d'un schéma d'orientation recentré**

Les dispositifs en vigueur n'empêchent pas un engorgement marqué du dispositif avec des conséquences lourdes sur les conditions de prise en charge des demandeurs. La nécessité d'un mode d'orientation qui permette un équilibre des flux et une péréquation nationale de la prise en charge des demandeurs d'asile est partagée par tous les participants de la concertation.

Ce mode d'orientation, fondé sur la solidarité nationale, doit reposer sur une connaissance des flux entrants, une évaluation des besoins réels en matière d'hébergement, des capacités des nouveaux territoires à recevoir ces flux et une possibilité de réorientation rapide de publics hétérogènes. Ce schéma doit assurer une répartition territoriale plus homogène des places d'hébergement des demandeurs d'asile.

Le pilotage national doit être renforcé sensiblement avec un schéma qui arrêterait les capacités prévisionnelles d'hébergement en région et en département en veillant à garantir des conditions d'accueil identiques sur l'ensemble du territoire.

Ce schéma reposerait sur un objectif de répartition des flux entrants en tenant compte de la population de chaque région et en prenant en considération d'autres indicateurs comme le potentiel financier. Cela renforce la nécessité de réfléchir, sur la base du modèle allemand par exemple, à des indicateurs pour déterminer les régions d'accueil et les modalités d'association, à tous les niveaux, national, régional et départemental, des élus et des associations.

##### *- Scénario 1-1 - Un schéma d'orientation directif*

Il s'agit d'élaborer au niveau national un schéma de répartition fixe des flux entre régions, avec une déconcentration des lieux d'hébergement vers des territoires moins tendus, voire ruraux. Ainsi, lorsqu'une région aura atteint un seuil prédéfini, le système de régulation devra permettre une réorientation du demandeur vers d'autres régions.

Les demandeurs qui ne s'inscriraient pas dans le modèle de réorientation géographique se verraient privés du bénéfice des conditions de prise en charge matérielle.

Ce schéma serait justifié par des motifs de bonne organisation de la prise en charge permettant d'orienter les demandeurs d'asile vers telle ou telle structure.

C'est un schéma développé dans un grand nombre de pays européens.

*- Scénario 1-2 - Un schéma d'orientation prenant en compte la possibilité de refuser un hébergement*

La liberté du demandeur d'asile de choisir son lieu d'hébergement est davantage prise en compte dans ce schéma, sans sanction prévue en cas de refus. Le risque est de rendre inopérant l'objectif de meilleure répartition des demandeurs sur le territoire.

## **2. Le mécanisme d'orientation**

A l'heure actuelle, le dispositif de mutualisation qui prévoit que 30% des places vacantes du dispositif national doivent être mises à la disposition de l'administration centrale pour apporter un appui aux régions fortement sollicitées ne fonctionne pas de façon satisfaisante.

Un nouveau mécanisme d'orientation est proposé. Il doit garantir l'optimisation de l'occupation des places et permettre de procéder à une répartition géographique sur des bases nouvelles, en se fondant sur des critères objectifs permettant de déterminer la part de chaque zone d'accueil.

*- Scénario 2-1 – Un dispositif national et régional*

Il s'agit d'un système d'orientation à deux acteurs, national et régional. Ce système permettra de mettre en œuvre un schéma d'orientation à la fois quantitatif et qualitatif (fondé notamment sur les besoins spécifiques des ménages et des personnes et le moyen d'y répondre à l'aide des équipements présents sur les différents territoires, ainsi que sur des considérations de nationalités et de filières).

Les structures régionales procédant à l'orientation peuvent intégrer tous les acteurs ou se limiter à la préfecture de région et/ou à la direction territoriale de l'OFII.

Cette organisation n'écarte pas le recours à un suivi opérationnel départemental notamment pour s'assurer de la gestion des centres d'hébergement.

*- Scénario 2-2 – Un dispositif exclusivement national*

Dans ce schéma, l'orientation est assurée de façon centralisée par l'OFII. La réorientation serait opérée et notifiée aux demandeurs d'asile par les préfectures ou les directions territoriales de l'OFII, selon le schéma d'accueil, sur la base des informations accessibles via une application unique.

De tels schémas nécessitent des capacités d'hébergements adaptées et une maîtrise des flux aussi bien en amont qu'en aval.

## **3. Le recours à des centres temporaires avant une orientation vers un centre de longue durée**

Le principe de centres de très court séjour permettant de remplacer les nuitées hôtelières dans l'attente d'une orientation vers un centre de plus long séjour hors du département ou de la région a été avancé. Cette solution, s'inspirant de deux centres de transit déjà existants, suppose un séjour effectivement de courte durée, donc d'un schéma d'orientation efficace et de capacités d'hébergement renforcées. C'est le dispositif développé par l'Allemagne.

La création de tels centres pourrait le cas échéant être limitée aux principales régions confrontées à des flux importants.

#### **4. Les parcours de fin de procédure**

##### *- Scénario 4-1 – L'accès au dispositif de droit commun*

Cette solution repose sur la nécessité de prendre en charge les personnes déboutées de leurs demandes d'asile et de sécuriser leur accès au dispositif de droit commun, notamment grâce à une articulation accrue entre les dispositifs de droit commun et ceux de l'asile.

##### *- Scénario 4-2 – La création de structures de retour*

Par ailleurs, un accompagnement pourrait être développé dans des structures semi-ouvertes ou ouvertes pour des étrangers déboutés de leur demande dans le cadre d'une perspective de retour dans leur pays d'origine, à l'image des centres développés par la Belgique ou les Pays-Bas. Ils pourraient notamment continuer à percevoir une allocation jusqu'à leur départ et voir leur dossier d'aide au retour finalisé. Ce dispositif contribuerait notamment à désengorger les dispositifs d'hébergement de droit commun. Ces structures seraient susceptibles d'accueillir également des personnes placées sous procédure Dublin.